Ruralia
Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

01 | 1997
Varia

Gérard BOURDIN, *Les paysans dans l'Orne de 1940 à 1944. La double déception. Le pays Bas-Normand, revue trimestrielle*, n° 3-4, 1995, 149 p.

Isabel Boussard

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/ruralia/18
ISSN : 1777-5434

Éditeur
Association des ruralistes français

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 1997
ISSN : 1280-374X

Référence électronique
Isabel Boussard, « Gérard BOURDIN, *Les paysans dans l'Orne de 1940 à 1944. La double déception. Le pays Bas-Normand, revue trimestrielle*, n° 3-4, 1995, 149 p. », *Ruralia* [En ligne], 01 | 1997, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 21 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/ruralia/18

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Tous droits réservés

Gérard BOURDIN, Les paysans dans l'Orne de 1940 à 1944. La double déception. Le pays Bas-Normand, revue trimestrielle, n° 3-4, 1995, 149 p.

Isabel Boussard

1 Les monographies départementales sont moins à la mode qu'il y a vingt ou trente ans et pourtant elles apportent beaucoup d'informations, sur le plan factuel comme dans le domaine méthodologique. On voit, appliquées sur le terrain, les mesures prises au niveau national.

2 Avec l'arrivée de l'État français, la première est, bien entendu, la volonté d'instaurer la « Révolution nationale », basée largement sur le paysan et la vie rurale : « Le paysan "rebouteux du désordre" », met en épigraphe Gérard Bourdin (p. 21). Des dirigeants agricoles ornais adhèrent à cette idéologie. Le président de la Fédération des syndicats agricoles de l'Orne, par exemple, montre son attachement au maréchal Pétain. Citant certaines de ses phrases, il affirme : « Quel est celui d'entre nous qui refusera de souscrire à ces nobles et franches paroles ? » (cité p. 22, *L'Orne agricole* du 10 août 1940). La ruralité est célébrée : « Il faut replanter des chênes », titre un autre journal (cité p. 25), faisant ainsi référence au long terme.

3 La Corporation paysanne est acceptée et l'implantation locale réalisée. Sur les 457 communes que compte l'Union corporative ornaise amputée du pays d'Auge qui a sa propre Union , 451 ont un syndicat local ou intercommunal. On accepte même d'apporter de la terre pour la célèbre cérémonie de Gergovie le 29 août 1942 (p. 43). Mais, peu à peu, l'enthousiasme est freiné. Pour tenter de le ranimer, « les idéologues expliquent que le vrai Corporatisme n'est pas encore installé, que la période présente n'est qu'une phase d'étatisme provisoire » (p. 47). De toute façon, « l'enthousiasme un peu contraint du début, aboutit à la contrainte sans enthousiasme » (*ibidem*). Des mouvements de jeunes

sont crées, « sans grand succès », écrit l'auteur (p. 48). En 1942, la Jeunesse agricole catholique apporte son soutien, mais s'en éloigne assez rapidement.

4 En effet, que de difficultés et de critiques ! Les cotisations rentrent mal, comme partout. Quel doit être le rôle du syndic ? « Le syndic doit-il être le représentant des paysans de sa commune ou celui d'un étatisme qui soumet les producteurs aux réquisitions ? [...] Le syndic : défenseur ou gendarme ? » (p. 49). On parle aussi d'un « nouveau doryphore » (p. 53). L'agriculteur manque de tout : main d'œuvre, chevaux, engrais, semences, ficelle-lieuse, *etc.* et, malgré cela, il doit fournir aux réquisitions, nourrir les villes. Gérard Bourdin résume la situation : « La propagande magnifie le paysan, l'homme du terroir, pour mieux contrôler d'agriculteur-producteur » (p. 107).

5 On touche bien du doigt, dans le concret, la peur que ces impositions ne servent qu'aux Allemands. La situation ne se débloque que lorsque revient la confiance. L'auteur décrit aussi très bien les élans de solidarité, la générosité, l'aide aux réfractaires, malgré les risques encourus, le rapprochement avec la Résistance. On trouve également des précisions utiles sur les arrestations, les déportations. En 1941, par exemple, sur 26 déportés ornais, trois sont des cultivateurs, arrêtés pour détention d'armes, en 1942, quatre sur 41. Sont indiqués, leurs nom, âge, adresse, libération éventuelle (pp. 129 et 131 pour 1943).

6 On peut regretter certaines petites erreurs. Pourquoi Joseph Boulangé, président de l'Union nationale des syndicats agricoles avant guerre, a-t-il changé de prénom (p. 14) ou Hervé Budes de Guébriant, président de la Commission nationale d'organisation corporative et des syndicats agricoles du Finistère et des Côtes-du-Nord devient-il une fois : « Henri » (p. 36) ? L'auteur pense que l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) a été crée par le Front populaire (p. 78) et semble ignorer que l'Office national interprofessionnel du blé (ONIB) de 1936, n'est devenu ONIC que par la loi du 17 novembre 1940, c'est-à-dire précisément pendant la période qu'il étudie.

7 Mais ce ne sont que petits défauts dans un livre riche et instructif, étayé sur une abondante bibliographie : ouvrages, revues, presse, consultation des archives nationales et départementales, recueil de témoignages ou d'enquêtes. Il faut aussi signaler les très bonnes cartes et une excellente iconographie : reproduction de médailles, cartes postales, illustrations d'un texte de Jean de La Varende *La famille aux champs* , caricatures, photos, *etc.*

INDEX

Index chronologique : XXe siècle